données statistiques

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Résultats de l'enquête 1989

Sommaire :

		Page
1.	Organisations internationales établies à Genève	1
2.	Organisations internationales établies en Suisse	9
3.	Liste des tableaux disponibles sur demande	3e de couverture

Octobre 1989

SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE
Rue du 31-décembre 8 Case postale 36 1211 Genève 6

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE
République et canton de Genève

Brève présentation du Service cantonal de statistique (SCS)

Le SCS : un service d'information

Le SCS est un service général d'information sur la vie économique et sociale du canton de Genève, plus particulièrement sur la population, l'économie et le domaine bâti, qui font l'objet d'une analyse permanente.

Par des enquêtes directes, l'exploitation de sources administratives ou d'informations statistiques fédérales, le SCS rassemble des données chiffrées sur la réalité socio-économique genevoise et ses divers aspects. Il traite ces données et en analyse les résultats en recourant aux diverses méthodes statistiques, afin de produire des informations statistiques pertinentes. Enfin, il diffuse ces informations, plus ou moins synthétisées, sous des formes diverses (tableaux et graphiques; rapports et publications).

Service officiel de l'Etat rattaché au Département de l'économie publique, le SCS est à la disposition des autorités, des administrations et du public, qu'il s'agisse d'associations diverses, d'entreprises ou de particuliers.

Subventionné par la Ville de Genève, le SCS a également un rôle de service municipal de statistique.

Activités

Le SCS couvre principalement trois domaines :

- *population*
  (population résidante et active, mouvements démographiques, emploi, marché du travail, santé, éducation),
- *économie*
  (production, revenus, salaires, consommation, prix, loyers, énergie, conjoncture),
- *domaine bâti*
  (construction, bâtiments, logements, occupation du sol, transactions immobilières).

L'activité du SCS peut être définie en huit points :

- élaboration de statistiques de base dans les domaines précités,
- appui à d'autres services pour la réalisation de statistiques,
- participation à la réalisation des recensements fédéraux (les principaux portent sur la population et les entreprises et ont lieu alternativement tous les 10 ans),
- diffusion de l'information statistique produite ou rassemblée par le SCS (publications, réponses à des demandes de toute nature),
- organisation et gestion de fichiers généraux,
- études et enquêtes diverses pour le compte des autorités,
- participation à des commissions d'experts,
- recherche appliquée : travaux d'analyse et prévision dans les trois principaux domaines du service.

Publications

Le SCS édite 10 collections de publications, qui correspondent à différents besoins : voir informations détaillées en fin de cahier.

Légende des signes

—	valeur nulle
0	valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
...	donnée inconnue
///	aucune donnée ne peut correspondre à la définition
( )	l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
[ ]	valeur peu significative
e	valeur estimée
p	donnée provisoire
r	donnée révisée

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec mention de la source

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Auteur : Roland Rietschin (Tél. 787 67 40)

Résultats de l'enquête 1989

La présentation des résultats de l'enquête annuelle du Service cantonal de statistique (SCS) auprès des organisations internationales établies à Genève est complétée par quelques résultats et commentaires portant sur l'ensemble des organisations gouvernementales implantées en Suisse.

Parmi les cahiers de la collection "Données statistiques" présentant les résultats de l'enquête susmentionnée :

- les numéros 1986/2 et 1987/2 comprennent, de plus, des données rétrospectives antérieures à 1977 pour Genève;
- les numéros 1985/1 et 1986/2 présentent aussi quelques données générales sur le secteur international à Genève;
- le numéro 1985/1 contient quelques comparaisons internationales.

Le programme de publication du SCS prévoit un numéro des "Aspects statistiques" consacré au secteur international et présentant de manière détaillée les chiffres tirés du recensement fédéral des entreprises de 1985; ce cahier sera l'occasion de faire le point - statistiquement parlant ! - sur la place du secteur international dans l'économie genevoise.

Organisations internationales établies à Genève

En 1989, l'effectif des personnes occupées dans les organisations internationales[1] couvertes par l'enquête progresse de 20,7 % en raison des nombreux chercheurs attirés par le LEP du CERN. Si les effectifs occupés par ce dernier étaient restés stables, l'augmentation globale serait d'un ordre de grandeur tout différent (+ 1,2 %).

Les réunions internationales sont plus nombreuses en 1988 (1 972) qu'en 1987 (1 854), mais elles groupent moins de délégués et experts (- 6,1 %) et durent moins longtemps, c'est à dire que le nombre de séances se replie (- 8,3 %).

En 1988, les dépenses des organisations internationales couvertes par l'enquête régressent de 2,0 %, en termes nominaux, par rapport à l'année précédente. Ce repli touche les organisations gouvernementales aussi bien que les non gouvernementales, il est imputable à la baisse des dépenses courantes pour des biens et services (sans les salaires) et à celle des investissements; le coût salarial, par contre, est en progression, après un recul entre 1986 et 1987.

1. Les 16 organisations gouvernementales et les 10 plus grandes non gouvernementales : voir liste pages 11 et 12.

Tableau 1 *Canton de Genève*

Emplois dans le secteur international

Situation en mars

	Organisations gouvernementales[1]				
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total	Missions permanentes	Organisations non gouvernementales[2]
1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557
1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749
1986	11 996	3 430	15 426	3 044	2 952
1987	12 022	3 606	15 628	3 099 *e*	2 736
1988	11 979	4 033	16 012	3 243 *e*	2 673
1989	12 095	7 801	19 896	3 366 *e*	2 663

1. *Les 16 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF, UPOV et BITH (voir liste page 11).*
2. *Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).*

Tableau 2 *Canton de Genève*

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales

	Organisations gouvernementales[1]								
	Total			dont organisations du système des Nations Unies			Organisations non gouvernementales[2]		
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225
1985	1 275	13 624	71 440	1 128	13 080	58 701	586	2 531	10 948
1986	1 238	11 431	72 677	1 066	10 658	54 231	546	2 487	14 070
1987	1 317	12 751	82 172	1 117	11 897	59 213	537	2 505	11 285
1988	1 392	11 564	77 415	1 195	10 682	56 403	580	2 425	10 355

1. *Les 16 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF, UPOV et BITH (voir liste page 11).*
2. *Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).*

Emplois

En mars 1989, le nombre de personnes occupées dans le secteur international[1] s'établit à 25 925, soit 18,2 % de plus que l'an passé à pareille époque. Au cours des cinq années précédentes, cet effectif a progressé de 1,8 % en moyenne annuelle.

Entre mars 1988 et mars 1989, les effectifs occupés dans les **organisations internationales gouvernementales** (OIG) passent de 16 012 à 19 896 (+ 3 884 personnes, soit + 24,3 %); ils augmentent dans 10 d'entre elles, diminuent dans 5 autres et restent stables dans une OIG.

L'augmentation globale des emplois recouvre une légère progression du nombre de fonctionnaires internationaux (+ 1,0 %) et une forte augmentation parmi les autres personnes (temporaires, boursiers et attachés, consultants, personnel en prestation de service) : + 3 768, soit + 93,4 %, laquelle est due presque entièrement au CERN, dont le LEP attire de - très - nombreux "visiteurs". A effectifs stables pour le CERN , la progression globale des emplois des OIG se fixerait à 1,5 %.

L'effectif des fonctionnaires d'origine suisse reste orienté à la baisse (- 1,2 %) et leur part se fixe à 12,7 % en mars 1989. Comme les années précédentes, le nombre de fonctionnaires résidant dans le canton diminue (- 3,3 %), alors que s'accroît le nombre de ceux qui résident en France (+ 5,2 %) et dans le canton de Vaud (+ 6,4 %). En mars 1989, 48,5 % des fonctionnaires résident dans le canton, 42,8 % en France voisine et 8,7 % dans le canton de Vaud.

L'effectif du personnel des **missions permanentes** est estimé à 3 366 en mars 1989. Au cours des six dernières années, il a progressé de 23,1 %, soit 3,5 % par an en moyenne.

Les emplois des **10 principales organisations internationales non gouvernementales** (OING), lesquelles rassemblent environ 4/5 des effectifs occupés par ce type d'organisation, se fixent à 2 663, soit 0,4 % de moins qu'en 1988. Cet effectif a atteint son maximum en 1986 et n'a pas cessé de reculer depuis. Entre 1988 et 1989, l'emploi augmente dans 7 organisations et diminue dans 3 d'entre elles.

Ce repli global touche le personnel régulier d'origine suisse comme les étrangers, mais le personnel non régulier augmente. Sur le plan du lieu de résidence, l'effectif des personnes résidant dans le canton diminue, mais celui des employés résidant en France et dans le canton de Vaud augmente. En mars 1989, 45,7 % du personnel régulier est suisse; 68,7 % habite dans le canton, 18,9 % dans un autre canton et 12,4 % en France.

Réunions internationales

Le nombre de réunions internationales convoquées par les **OIG** en 1988 se fixe à 1 392, ce qui constitue le maximum depuis le début de l'enquête en 1977. Ces réunions ont cependant duré moins longtemps que l'année précédente puisque le nombre de séances, lui, diminue et s'établit à 11 564. Quant au nombre de délégués et experts, il est un peu en retrait par rapport au chiffre record de 1987 et se fixe à 77 415.

Pour les **10 principales OING**, le nombre de réunions s'inscrit aussi à la hausse (580 en 1988), tandis que l'effectif des délégués et experts ainsi que le nombre de séances sont un peu en deçà des chiffres de l'année précédente.

1. Défini ici comme l'ensemble formé par les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les dix principales organisations internationales non gouvernementales.

Tableau 3 *Canton de Genève*

Dépenses des organisations internationales gouvernementales[1] (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916
1985	1 281 451	473 789	1 755 240	181 972	89 081	271 053	2 026 293
1986	1 280 109	439 317	1 719 426	221 531	60 707	282 238	2 001 664
1987	1 254 528	526 023	1 780 551	235 618	73 137	308 755	2 089 306
1988	1 334 081	443 372	1 777 453	228 404	56 568	284 972	2 062 425

1. Les 16 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF, UPOV et BITH (voir liste page 11).

Tableau 4 *Canton de Genève*

Dépenses des organisations internationales non gouvernementales[1] (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481
1985	201 077	90 986	292 063	37 857	2 800	40 657	332 720
1986	211 006	86 024	297 030	11 119	16 217	27 336	324 366
1987	211 497	69 785	281 282	14 055	19 452	33 507	314 789
1988	201 211 [2]	70 937	272 148	10 373	4 953	15 326	287 474

1. Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).

2. Pour l'une des organisations, le coût salarial indiqué en 1988, conforme aux conventions de l'enquête, ne correspond plus exactement à l'agrégat fourni auparavant. Il en résulte une légère rupture de série.

Dépenses

En 1988, le montant total des dépenses engagées par les **OI couvertes par l'enquête** se fixe à 2,350 milliards de francs, enregistrant une baisse nominale de 2,0 % (après correction) par rapport à l'année précédente; en termes réels (déduction faite du renchérissement), cette baisse se chiffre à 4,0 %. Au cours des cinq années précédentes, ces dépenses ont progressé, en moyenne annuelle, de 4,6 % en valeur nominale et de 1,5 % en termes réels.

Le montant total des dépenses engagées par les **OIG** établies à Genève diminue de 1,3 % en un an (- 3,3 % en termes réels). Il est en hausse dans 10 OIG, en baisse dans 6.

Le coût salarial total s'inscrit à la hausse (+ 6,3 %), contrairement aux deux années précédentes, alors que les dépenses courantes pour d'autres biens et services diminuent de 15,7 %. Au total, les dépenses courantes fléchissent de 0,2 % en termes nominaux. Les dépenses d'investissements sont elles aussi en retrait par rapport à 1987 (- 7,7 %). Parmi celles-ci, comme d'habitude, la part du CERN est prépondérante (89,8 %). Notons par ailleurs que la forte augmentation du nombre de "visiteurs" du CERN ne se répercutera pas sur le coût salarial dans la mesure où cette catégorie de personnes n'est pas rémunérée (par l'organisation en question, du moins).

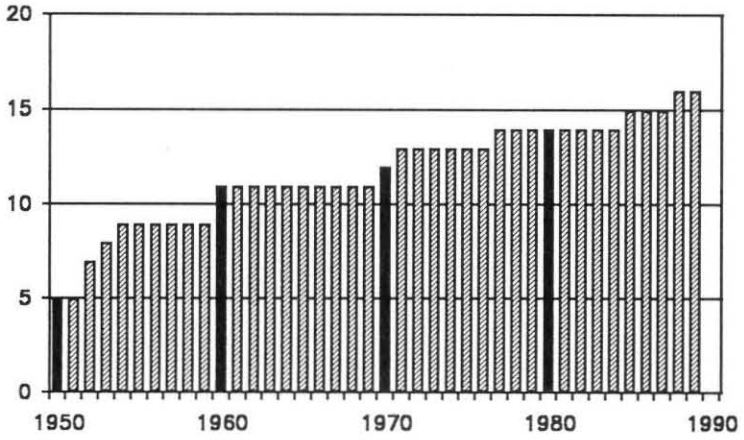
Parmi les 2,062 milliards de francs dépensés en 1988 par les OIG, 1,147 milliard revient à la Suisse, soit 2,5 % de moins qu'en 1987.

En 1988, le montant total dépensé par les **10 principales OING** se fixe à 287 millions de francs, soit 6,5 % de moins (après correction) qu'en 1987 (- 8,5 % en termes réels). Ce repli est imputable d'abord aux dépenses d'investissements (- 54,3 %), puis au coût salarial (- 1,7 % après correction). Les investissements ont été particulièrement élevés en 1985 (41 millions) et 1987 (34 millions) par rapport aux autres années.

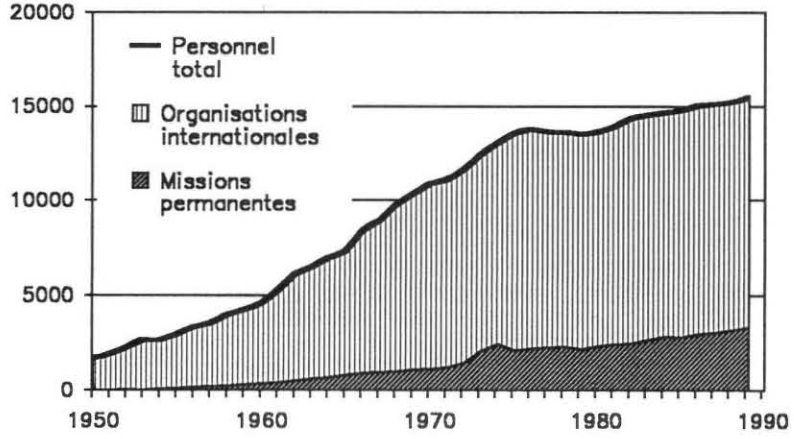
Au cours des cinq années précédentes, le total des dépenses des 10 principale OING a progressé, en moyenne annuelle, de 4,2 % en valeur nominale et de 1,1 % en termes réels. En 1988, le coût salarial représente 70,0 % des dépenses, les achats d'autres biens et services 24,7 % et les investissements 5,3 %.

Données statistiques n° 1989/7, octobre 1989

1. Nombre d'organisations internationales gouvernementales depuis 1950

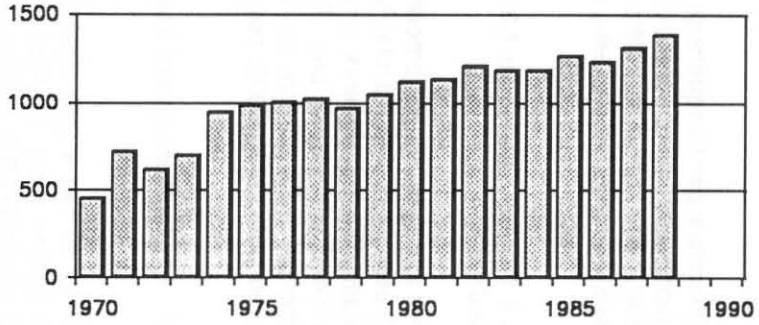


2. Personnel (fonctionnaires internationaux) des organisations gouvernementales et des missions permanentes, depuis 1950

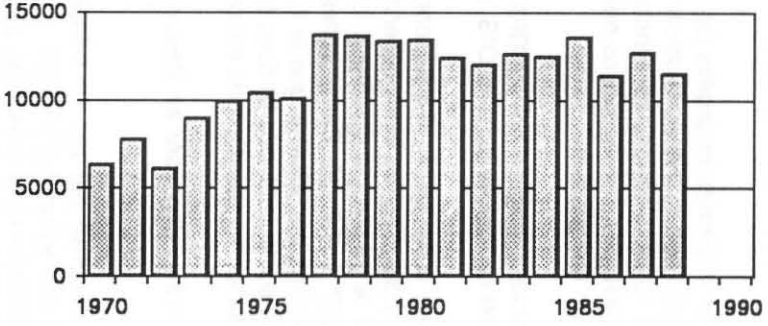


3. Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales, depuis 1970

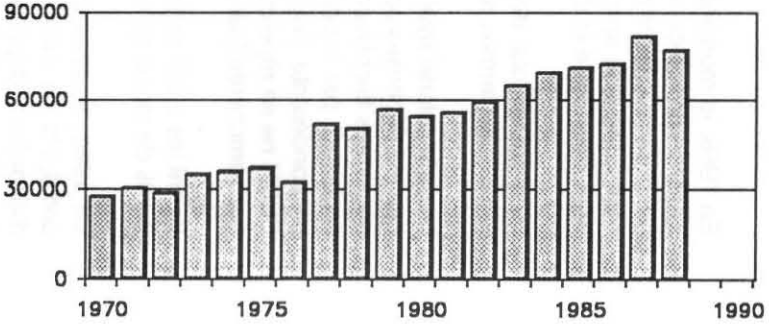
Réunions internationales



Séances tenues

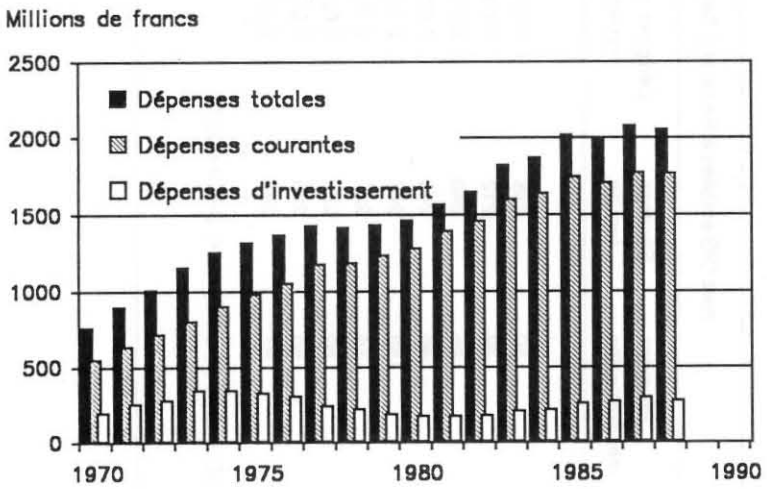


Délégués et experts

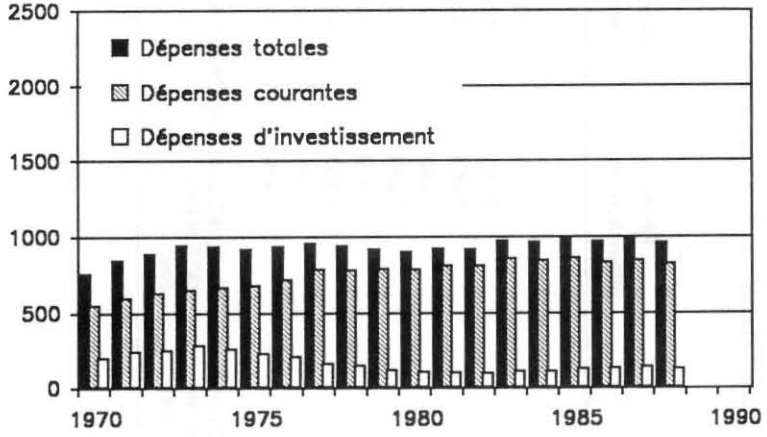


Service cantonal de statistique (SCS) - Genève

4. Dépenses des organisations internationales gouvernementales, en francs courants, depuis 1970

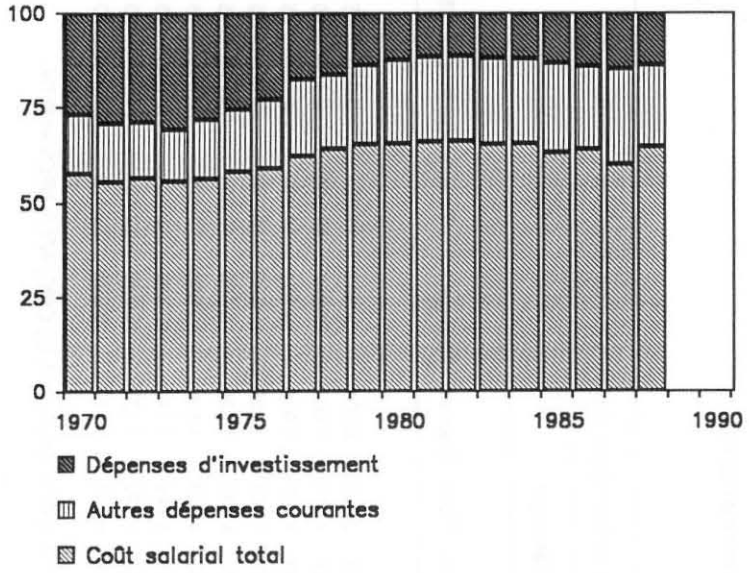


5. Dépenses des organisations internationales gouvernementales, en francs constants, depuis 1970

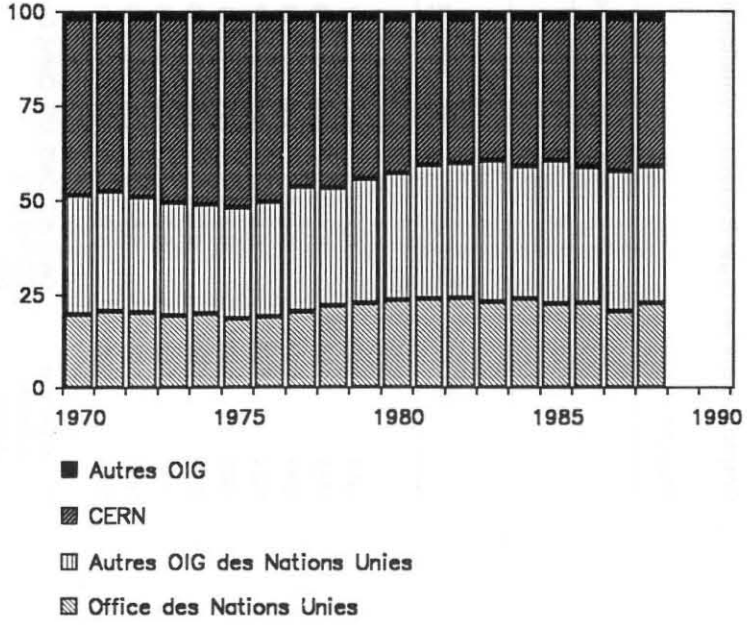


6. Structure des dépenses des organisations internationales

Répartition selon la nature des dépenses, en %



Répartition selon le type d'organisation, en %



Données statistiques n° 1989/7, octobre 1989

Service cantonal de statistique (SCS) - Genève

Tableau 5 *Suisse*

Emplois dans les organisations internationales gouvernementales[1]

Situation en mars

	Personnes titulaires d'une carte de légitimation selon le lieu de résidence										
	Cantons suisses			A l'étranger			Total				
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Autres personnes	Total
1981	1 839	6 157	7 996	167	3 758	3 925	2 006	9 915	11 921	3 615	15 536
1982	1 812	6 404	8 216	169	3 921	4 090	1 981	10 325	12 306	3 168	15 474
1983	1 742	6 358	8 100	174	3 993	4 167	1 916	10 351	12 267	2 983	15 250
1984	1 682	6 362	8 040	177	4 027	4 204	1 859	10 389	12 248	3 489	15 737
1985	1 644	6 317	7 961	181	4 252	4 433	1 825	10 569	12 394	3 273	15 667
1986	1 606	6 263	7 869	200	4 403	4 603	1 806	10 666	12 472	3 445	15 917
1987	1 544	6 208	7 752	205	4 544	4 749	1 749	10 752	12 501	3 618	16 119
1988	1 512	6 046	7 558	220	4 703	4 923	1 732	10 749	12 481	4 039	16 520
1989	1 463	5 975	7 438	250	4 927	5 177	1 713	10 902	12 615	7 810	20 425

1. *A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF, UPOV et BITH.*
   A Berne : OCTI et UPU.
   A Bâle : BRI.

Tableau 6 *Suisse*

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales[1]

	Ensemble des OIG			dont OIG établies à Berne et à Bâle		
	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts
1980	1 176	13 715	56 896	50	246	2 370
1981	1 191	12 676	55 881	49	212	2 146
1982	1 263	12 298	61 455	46	240	2 040
1983	1 240	12 916	67 450	46	240	2 070
1984	1 240	12 781	71 871	46	246	2 170
1985	1 319	13 846	73 625	44	222	2 185
1986	1 288	11 660	74 734	50	229	2 057
1987	1 363	12 979	84 516	46	228	2 344
1988	1 439	11 808	79 718	47	244	2 303

1. *A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF, UPOV et BITH.*
   A Berne : OCTI et UPU.
   A Bâle : BRI.

Organisations internationales établies en Suisse

En plus des seize OIG établies à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle[1]. L'Union postale universelle (UPU) et l'Office central des transports internationaux par chemin de fer (OCTI) sont implantés à Berne. A Bâle se trouve la Banque des règlements internationaux (BRI).

En mars 1989, l'effectif des personnes occupées dans ces trois OIG se fixe à 529, soit 21 de plus qu'en 1988. Ces 529 personnes représentent 2,6 % des 20 425 emplois des OIG en Suisse. Dans ces trois organisations, la presque totalité des fonctionnaires internationaux résident en Suisse (59,0 % pour l'ensemble des 19 OIG), beaucoup d'entre eux sont d'origine suisse (33,7 %; 13,6 % pour l'ensemble des 19 OIG) et peu de personnes n'ont pas le statut de fonctionnaire international (1,7 %; 38,2 % pour l'ensemble des 19 OIG).

Le nombre de réunions internationales tenues par ces trois organisations en 1988 s'établit à 47, soit une de plus que l'an passé. Le nombre de séances augmente de 7,0 %, tandis que diminue faiblement l'effectif des délégués et experts y participant.

Ces organisations accueillent 3,3 % des conférences et réunions convoquées en Suisse et rassemblent 2,9 % des délégués et experts participant aux séances.

Les dépenses effectuées par ces trois sièges représentent 6,8 % du total des dépenses engagées par les 19 OIG établies en Suisse, lequel s'élève à 2,2 milliards de francs en 1988. Comparativement au nombre de personnes occupées, les dépenses de ces 3 OIG sont plus élevées que celles des 16 OIG établies à Genève, aussi bien en termes de coût salarial que d'investissements (sans tenir compte du CERN, qui engage en 1988 à lui seul 78,8 % des dépenses d'investissements des 19 OIG établies en Suisse). Cette situation s'explique pour l'essentiel par des différences de taille et d'activité entre les organisations considérées : celles de Berne et de Bâle comptent probablement et en proportion plus de fonctionnaires d'état-major que les OIG établies à Genève.

1. L'enquête auprès des OI réalisée par le SCS dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble du pays en 1984. Dans les autres cantons, l'Office fédéral de la statistique se charge de son exécution.

Tableau 7

Suisse

Dépenses des organisations internationales gouvernementales[1] (milliers de F)

	Dépenses courantes						Dépenses d'investissements			
		Coût salarial			Dépenses courantes pour d'autres biens et services		Achats de biens d'équipement	Dépenses de construction		
	Salaires nets	Contributions sociales à la charge des salariés	Contributions sociales à la charge de l'employeur	Total		Total			Total	Total
1980	814 381	69 531	138 092	1 022 004	342 914	1 364 918	155 816	29 880	185 696	1 550 614
1981	871 872	78 149	161 675	1 111 696	370 805	1 482 501	142 192	43 599	185 791	1 668 292
1982	906 201	86 848	170 991	1 164 040	391 290	1 555 330	127 836	63 965	191 801	1 747 131
1983	968 837	98 873	194 528	1 262 238	437 541	1 699 779	136 786	83 953	220 739	1 920 518
1984	1 000 740	103 427	200 004	1 304 171	442 211	1 746 382	146 995	84 798	231 793	1 978 175
1985	1 032 063	110 402	215 397	1 357 862	498 312	1 856 174	183 434	89 134	272 568	2 128 742
1986	1 044 227	107 200	206 489	1 357 916	464 798	1 822 714	223 218	60 760	283 978	2 106 692
1987	1 037 678	101 952	194 207	1 333 837	551 680	1 885 517	238 464	73 190	311 654	2 197 171
1988	1 093 483	108 047	218 122	1 419 652	469 481	1 889 133	268 106	56 615	324 721	2 213 854

1. *A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF, UPOV et BITH.*
   A Berne : OCTI et UPU.
   A Bâle : BRI.

Liste des organisations internationales gouvernementales établies à Genève

Organisations du système des Nations Unies

ONU	Office des Nations Unies à Genève

- *Institutions spécialisées de l'ONU*

BIT	Bureau international du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
UIT	Union internationale des télécommunications
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

- *Autres institutions et organes du système des Nations Unies*

BIE	Bureau international d'éducation, qui est rattaché à l'UNESCO
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisations européennes

CERN	Organisation européenne pour la recherche nucléaire
AELE	Association européenne de libre-échange

Autres organisations

CIM	Comité intergouvernemental pour les migrations
UI	Union interparlementaire
OIPC	Organisation internationale de protection civile
APEF	Association des pays exportateurs de minerai de fer
UPOV	Union internationale pour la protection des obtentions végétales
BITH	Bureau international des textiles et de l'habillement

Liste des organisations internationales gouvernementales établies en Suisse, dans un autre canton

UPU	Union postale universelle	Berne
OCTI	Office central des transports internationaux par chemins de fer	Berne
BRI	Banque des règlements internationaux	Bâle

Liste des organisations internationales non gouvernementales établies à Genève et participant à l'enquête annuelle du SCS

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
LSCR	Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
COE	Conseil oecuménique des églises
FLM	Fédération luthérienne mondiale
-	Fondation de l'école internationale de Genève
IATA	Association du transport aérien international
-	Institut Battelle
ISO	Organisation internationale de normalisation
UER	Union européenne de radiodiffusion
CEI	Commission électrotechnique internationale

Autres sources d'information sur les organisations internationales :

- **Annuaire statistique** du canton de Genève (paraît en octobre) :

  Le chapitre "organisations internationales" présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux.

- **Aspects statistiques :**

  A intervalles irréguliers, un numéro de cette collection fait le point sur le secteur international à Genève.

- **Données statistiques :**

  Chaque année, un numéro de cette collection présente les résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales. Ces données sont parfois accompagnées d'un choix d'informations complémentaires.

  En 1985, en plus des estimations sur l'importance de l'ensemble du secteur international à Genève, ont été publiées quelques comparaisons internationales.

Collection "Données statistiques"

1985/1 Résultats de l'enquête 1984 auprès des organisations internationales (prix : 10 F)
1985/2 Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1984 (prix : 15 F)
1985/3 Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1984 pour le canton de Genève (prix : 10 F)

1986/1 Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1985 (prix : 15 F)
1986/2 Enquête auprès des organisations internationales – Résultats de 1985 et données rétrospectives (prix : 10 F)
1986/3 Le commerce extérieur du canton de Genève en 1985 (prix : 15 F)
1986/4 Recensement fédéral de l'agriculture 1985 – Canton de Genève : choix de résultats par commune (prix : 15 F)

1987/1 Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1986 (prix : 15 F)
1987/2 Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1985 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1987/3 Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1986 et données rétrospectives (prix : 10 F)
1987/4 Le commerce extérieur du canton de Genève en 1986 (prix : 15 F)
1987/5 Les professions de la santé dans le canton de Genève (prix : 5 F)
1987/6 Elections et votations en 1985 et 1986 (prix : 15 F)

1988/1 Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1987 (prix : 10 F)
1988/2 Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1987 (prix : 15 F)
1988/3 Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1986 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1988/4 Bilan démographique des communes genevoises 1971-1985 (prix : 15 F)
1988/5 L'emploi dans l'industrie genevoise 1966-1986 (prix : 15 F)
1988/6 Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1988 (prix : 10 F)
1988/7 Le commerce extérieur du canton de Genève en 1987 (prix : 15 F)
1988/8 Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1987 pour le canton de Genève (prix : 10 F)

1989/1 Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1988 (prix : 15 F)
1989/2 Elections et votations en 1987 (prix : 10 F)
1989/3 La main-d'oeuvre frontalière dans le canton de Genève – Données rétrospectives (prix : 15 F)
1989/4 Le commerce extérieur du canton de Genève avec les régions françaises voisines, 1981-1987 (prix : 15 F)
1989/5 Le commerce extérieur du canton de Genève en 1988 (prix : 15 F)
1989/6 Votations en 1988 (prix : 10 F)
1989/7 Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1989 (prix : 10 F)

Rédaction, commandes et envoi : Service cantonal de statistique, 8 rue du 31-Décembre
Tél. : (022) 787 67 07
Case postale 36, 1211 Genève 6
Compte de chèques 12-6310

Publications du Service cantonal de statistique (SCS)

Données générales, chiffres

- **Annuaire statistique**

  Environ 330 pages, couverture rouge, parution vers la fin du mois d'octobre.

  Recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton dans son ensemble, mais aussi les communes (et en particulier la Ville de Genève). L'annuaire couvre un maximum de domaines : en principe, tous ceux pour lesquels on dispose de statistiques fiables et pertinentes.

- **Mémento statistique**

  Dépliant annuel paraissant en mai (gratuit).

  C'est une synthèse des données essentielles sur le canton.

- **Bulletin statistique**

  Bulletin trimestriel de 48 pages, couverture verte.

  Choix des principales statistiques genevoises (avec quelques données suisses) disponibles trimestriellement ou mensuellement. Ce bulletin trimestriel est complété d'une feuille mensuelle (huit numéros par an) donnant une mise à jour des principales données sur le canton.

Cahiers

(Etudes, analyses, résultats de relevés périodiques ou d'enquêtes).

Cahiers de format A4; quatre séries identifiables par la couleur de leur couverture :

- **Aspects statistiques**

  Couverture bleue, 4 à 8 numéros par an.

  Série consacrée à la présentation commentée et illustrée de sujets divers traités périodiquement (résultats de recensements, d'enquêtes annuelles, etc.) ou non (études ponctuelles). Dans cette série paraît chaque année, au début mars, une rétrospective sur l'économie genevoise.

- **Données statistiques**

  Couverture jaune, 5 à 10 numéros par an.

  Série permettant la diffusion rapide de résultats (statistiques annuelles, enquêtes), sous la forme de tableaux statistiques brièvement commentés. Cette série s'adresse d'abord à des publics spécialisés.

- **Etudes et documents**

  Couverture rouge et noire, diffusion par souscription.

  Documents techniques (méthodologie, classifications) ou données statistiques de référence ou ayant valeur d'archives.

- **Reflets conjoncturels**

  Cahier trimestriel de 8 pages, couverture brune.

  Série distribuée avec le bulletin statistique trimestriel, traitant de la conjoncture économique à Genève. Choix d'indicateurs économiques, l'accent principal ayant été mis jusqu'ici sur l'industrie (test conjoncturel). Le *Fait marquant* traite, sur une page, une question de l'actualité économique.

Publications périodiques sur des domaines spécifiques

- **Marche des affaires dans l'industrie**

  Feuille de couleur orange.

  Feuille mensuelle, avec complément trimestriel, présentant les résultats chiffrés du test conjoncturel pour l'industrie à Genève.

- **Indices des prix à la consommation**

  Feuille mensuelle de couleur violette.

  Tableaux sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois.

- **Mercuriale de Genève**

  Recueil de tableaux d'une douzaine de pages, couleur brique, paraissant une fois par mois.

  Liste des prix observés sur les marchés de la Ville de Genève.

Rédaction, commandes et envoi : Service cantonal de statistique, 8, rue du 31-Décembre Case postale 36 1211 Genève 6
Tél. (022) 787 67 07 Compte de chèques 12-6310